



Strates

Matériaux pour la recherche en sciences sociales

6 | 1992

La question de l'environnement : naissance d'un débat en Pologne

Quelle Europe ?

Suite au débat...

En miroir à l'exposé de Bohdan Jalowiecki et au débat qui a suivi, Martine Berger, Hélène Rivière d'Arc et Véronique Blanchard de la Brosse donnent ici leurs réactions aux points de vue exposés.

Martine Berger, Hélène Rivière d'Arc et Véronique Blanchard de la Brosse



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/3423>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 1992

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Martine Berger, Hélène Rivière d'Arc et Véronique Blanchard de la Brosse, « Suite au débat... », *Strates* [En ligne], 6 | 1992, mis en ligne le 22 novembre 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/3423>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Quelle Europe ?

Suite au débat...

En miroir à l'exposé de Bohdan Jalowiecki et au débat qui a suivi, Martine Berger, Hélène Rivière d'Arc et Véronique Blanchard de la Brosse donnent ici leurs réactions aux points de vue exposés.

Martine Berger, Hélène Rivière d'Arc et Véronique Blanchard de la Brosse

Héritages historiques, structures spatiales et mouvements sociaux : pour une vision plus optimiste de la Pologne postcommuniste. (Martine Berger¹)

- 1 L'analyse « géopolitique » et « géoculturelle » de Bohdan ne fait pratiquement pas référence à un point qui revient sans cesse dans les discussions que nous pouvons avoir avec nos collègues géographes polonais : la Pologne a relevé, au XIX^e siècle, de trois « empires » différents, qui n'ont pas eu, à l'égard des territoires qu'ils contrôlaient, la même politique économique et culturelle. Et ces fractures, ou la permanence de ces clivages, se lisent encore sur de nombreuses cartes de la Pologne actuelle (inégal niveau de formation des agriculteurs par exemple). Une partie de la Pologne relevait de l'Empire austro-hongrois, qui a admis le développement d'une relative autonomie culturelle et intellectuelle à Cracovie – d'où des évocations nostalgiques du temps de François-Joseph, qui peuvent nous surprendre, mais correspondent à une mémoire historique qui doit être prise en compte. Et ce qui m'a frappée lors d'une visite au Musée historique de Varsovie, c'est de voir combien la Pologne des années vingt s'assimile (à travers la campagne de Pilsudski contre les Russes, ou les Bolcheviks), à ce rôle de dernier rempart de l'Ouest contre la barbarie, que Bohdan paraît attribuer au seul élément germanique. Cette année, les librairies proposent d'ailleurs de nombreux ouvrages sur Pilsudski.
- 2 Dire que les Européens de l'Ouest, occupés par leurs propres problèmes, veulent oublier que les pays postcommunistes existent, me semble inexact en termes géopolitiques : le discours de J. Delors, comme celui de la Commission de Bruxelles, et de nombreux hommes politiques, me semble clair : même si l'intégration complète à la CEE n'est pas envisageable à court terme, compte tenu des différences de structures socio-économiques et de politiques financières, des processus lents de rapprochement des législations fiscales que cela impliquerait, le débat sur une Europe à deux ou trois vitesses existe, et

l'Europe centrale est bien perçue, surtout depuis août 1991, comme un enjeu important, dont la stabilisation est nécessaire.

- 3 Mes récentes discussions avec des Polonais non-géographes me laissent penser qu'ils ne se sentent pas rejetés, mais souffrent – c'est réciproque –, d'un manque d'information, en particulier sur les enjeux de la Politique agricole commune, la situation réelle des éleveurs et des céréaliers français. Et les chercheurs géographes qui travaillent sur l'agriculture polonaise sont eux aussi très interrogatifs et sceptiques sur la voie à suivre, les bienfaits ou effets pervers à attendre d'une intégration trop rapide à la CEE qui conduirait sans doute à l'effondrement d'une société agricole très nombreuses, déjà fragilisée par la chute de la consommation nationale et des achats ou échanges avec les pays de l'ex-COMECON – alors qu'il n'existe pas, dans bien des lieux, de substitut possible dans l'immédiat aux emplois agricoles, compte tenu de la faiblesse des niveaux de consommation. À cet égard, j'espère que les différentes manifestations ruralistes à vocation française ou européenne prévues au calendrier de 1992 pourront être l'occasion de nous faire progresser, Français et Polonais, dans notre connaissance réciproque des enjeux des décisions actuelles en matière de politique agricole. J'ai en tête en particulier les interrogations de Roman Kulikowski ou Bozena Galczinska sur l'avenir des exploitations agricoles polonaises dans une Europe libérale, sur les choix de soutenir par des subventions telle ou telle catégorie d'exploitations.
- 4 Pour rester dans le domaine du géopolitique et du géoculturel, il m'a semblé, compte tenu des conversations que j'ai pu avoir tant à Varsovie qu'à Cracovie, que Bohdan exagérait peut-être l'importance des mouvements régionalistes et sécessionnistes en Pologne. Je suis toujours frappée par le fait qu'en dépit du perpétuel déplacement des frontières, il y a une conscience très forte d'une identité polonaise, inscrite dans des lieux de mémoire « centraux » – tel le symbole de la reconstruction à Varsovie, sous Gierek, du château de la monarchie élective – transcendant la diversité des inscriptions territoriales de l'État.
- 5 Quand on parle de Silésie, encore faut-il préciser de quelle Silésie et de quels Silésiens on parle, et réfléchir un peu aux brassages migratoires interrégionaux qui ont eu lieu dans l'entre-deux-guerres, et dans la période communiste. On n'est pas « Silésien » de la même façon quand on est mineur à Gliwice ou Bytom, Jelenia Gora ou Walbrych, sidérurgiste à Katowice, habitant de Wrocław ou d'Opole. La part respective des « Allemands » (Volksdeutsche) et des Polonais, leurs trajectoires migratoires, leur statut social, sont bien différents. Les résultats des élections d'octobre 1991 – ou ce qu'on en sait à travers les journaux français, le montrent bien.
- 6 Bohdan parle d'aversion envers l'État. On ne peut nier en effet la permanence du sentiment que l'État c'est « eux » et non « nous », qu'il a été confisqué par les bureaucrates et les nomenklaturistes – d'où l'explosion autogestionnaire, localiste, comme réaction anti-centre, anti-« eux », et moyen de contourner les anciennes structures, ou les anciennes personnes, qui résistent. Reste à savoir si ce mouvement n'est pas en train de s'épuiser, ou de reconnaître ses limites. Et cela ne va jamais jusqu'à remettre en cause l'État-providence (et les allocations de chômage). Peut-on d'autre part invoquer un argument historique – « la courte durée d'existence de ces États pendant l'entre-deux-guerres n'a pas suffi à créer dans ces pays le sentiment de posséder son propre État », et faire l'économie d'une analyse historique de qui était au pouvoir pendant cette période (quelles alliances de classes ? quelles couches sociales ?), ainsi que de la destruction ou de l'exil massif des élites nationales de la Pologne de l'entre-deux-guerres, au cours de la deuxième guerre mondiale ou après ?

- 7 Je ne partage pas, sous cette forme, l'analyse que fait Bohdan de la xénophobie des Polonais. Il faudrait d'abord évoquer l'intensité des échanges avec les différentes diasporas polonaises à l'étranger, les multiples liens qui se sont tissés à l'intérieur des familles, et que renforçaient, jusqu'à une date récente, les migrations temporaires de travail à « l'Ouest ». Ce ne sont donc pas seulement des liens financiers.
- 8 Ce que Bohdan nomme « xénophobie » relève à mon avis de plusieurs phénomènes différents parmi lesquels un réflexe anti-allemand qui tient à la volonté des paysans polonais de protéger la terre qu'ils cultivent d'une acquisition directe par des voisins allemands, munis de devises fortes et revendiquant leurs anciennes possessions d'avant-guerre. Mais de petits investissements touristiques dans les campagnes de Mazurie, engagés depuis plusieurs années par des Allemands (ayant ou non des alliances matrimoniales avec des Polonais), sont bien accueillis car ils apportent du travail dans les campagnes. Je n'ai pas l'impression qu'il y ait, dans les villes, une aversion à l'encontre de la pénétration du capital financier et industriel étranger. Au contraire, on reproche aux Français de ne pas être assez présents, de trop laisser la place aux Allemands et aux Scandinaves.
- 9 Quant au problème de l'antisémitisme en Pologne, il est très complexe et je refuse, pour ma part, d'associer xénophobie et antisémitisme. La place de certains résistants juifs dans la construction de l'État communiste, la signification des purges de 1968, constituent les réalités historiques que les chercheurs polonais en sciences sociales ne manquent pas de rappeler. De même on nous cite très souvent des exemples d'implantation, à la fin du XIX^e siècle, de bourgeoisies juives chassées par des politiques beaucoup plus restrictives d'autres États d'Europe. Des pans entiers d'histoire ont été occultés ou restent à écrire. Un collègue historien polonais me faisait d'autre part remarquer que parmi les historiens juifs de la diaspora ashkenaze, c'est en France que l'on trouve les dénonciations les plus vigoureuses de l'antisémitisme polonais. N'est-ce pas, d'une certaine façon, la réaction à l'intense déception des immigrés de l'entre-deux-guerres face à la politique menée sous le régime de Vichy, de ce qu'ils croyaient être le pays des droits de l'homme ? N'est-ce-pas « charger » la Pologne pour ne pas trop accuser la France ?
- 10 Enfin, tant dans la conférence de Bohdan qu'au cours du débat, on a évoqué la structure sociale polonaise. Je récusé totalement, pour ma part, la notion de structures sociales « assez plates », et l'idée qu'il n'y avait pas, pendant l'époque communiste, de grandes différences dans l'accès aux richesses et aux biens. Disons, pour faire court, qu'on n'osait pas montrer « sa » différence, qu'on cachait sa – relative – richesse, même quand elle était héritée d'avant (et il ne s'agit pas seulement de patrimoine socioculturel). Il y a eu des ruptures (dues tant à la guerre, à l'extermination, qu'au passage à un régime communiste), mais aussi des continuités. Quand Bohdan parle du fonctionnement des relations sociales dans les « groupes amicaux/familiaux », avec leur relatif égalitarisme, j'aimerais qu'il précise quels ont été ses terrains d'enquête : n'est-il pas marqué par sa connaissance de certaines communautés rurales, dans des localisations précises ? De même, il me semble qu'il serait temps d'abandonner le mythe d'une classe ouvrière, tant étaient importants les écarts de salaires et d'accès au logement, aux biens de consommation ou d'équipement de la maison, par le biais de bons et gratifications diverses permettant de faire accepter des délocalisations vers les nouveaux complexes usiniers. Qu'y avait-il de commun entre les mineurs ou les sidérurgistes de certaines villes, relativement choyés par le régime pour qu'ils se tiennent tranquilles, et les femmes ouvrières du textile et de la confection ? La toute relative pertinence que j'accorderais à

la notion de « groupes amicaux/familiaux » tient à l'importance des phénomènes de redistribution des ressources monétaires ou de l'accès aux biens rares à l'intérieur des familles. C'est là sans doute où l'héritage des valeurs communautaires rurales perdurait le mieux, dans une société brutalement confrontée, au cours des dernières décennies, à un transfert vers des activités industrielles et une résidence urbaine dont l'ampleur et la rapidité n'ont pas d'équivalent dans la partie occidentale de l'Europe. C'est cette solidarité inter et intragénérationnelle qui est sans doute en train de s'effondrer face à l'irruption de ce qu'il faut bien appeler, au moins pour les deux dernières années, un capitalisme sauvage. D'où l'apparent éclatement actuel du paysage politique polonais ?

Dépasser l'amertume. (Hélène Rivière d'Arc²)

- 11 L'exposé « Quelle Europe » me semble refléter la victoire de l'histoire sur la géographie. Le territoire des peuples de l'Europe centrale n'aurait d'existence qu'en étant qu'élément constitutif de la seule valeur commune à l'Est : se reconnaître en tant que peuple et peut-être aussi en tant qu'Européen. Il relève d'une interprétation par la fatalité de l'histoire en expliquant qu'il n'y a pas, à court et à moyen terme, de compréhension possible. La compréhension de l'Europe centrale serait d'ailleurs particulièrement difficile pour un Français qui appartient à un territoire unifié « d'en haut » par l'État, cas rare et tout compte fait assez réussi.
- 12 Cet exposé est amer car il juxtapose ce qu'il croit être une évidence – qu'il appelle une différence de civilisation – et une sorte de reproche à l'Ouest, qu'il considère par ailleurs comme homogène (ou civilisé). Le mot civilisation est-il en fait synonyme de démocratie ? Mais il ne choisit pas entre une explication par l'insatisfaction matérielle et le sentiment d'infériorité, et l'absence de perspectives ou de valeurs.
- 13 Il trace cependant quelques-uns des éléments communs aux deux côtés, même s'il ne les reconnaît pas explicitement : la défiance généralisée vis-à-vis de l'État, même si elle n'a pas du tout la même histoire, ni les mêmes manifestations selon les pays ; la dialectique peur et désir de la modernité ; peut-être aussi l'aspiration à ce que l'Europe fasse sens. L'Europe face à face. (Véronique Blanchard de la Brosse³)
- 14 Dans le panorama présenté par Bohdan Jalowiecki c'est la vision de l'Europe de l'Est par les intellectuels occidentaux – à supposer qu'une telle catégorie existe – qui m'inspire plus particulièrement quelques commentaires ni appréciateurs ni critiques mais simplement en marge, parce que tout ce qu'a dit Bohdan me renvoie, moi qui connais peu l'Europe centrale et orientale, à ma propre société.
- 15 Il est difficile de parler de l'Europe occidentale et de sa vision d'autrui sans évoquer son passé colonial, cinq siècles au moins de pénétration, conquête et domination militaire, économique, culturelle qui ont profondément marqué son rapport à l'autre. En France dès les premiers signes de libéralisation à l'Est les « amis » africains et les « cousins » est-européens se sont retrouvés plus ou moins concurrents face à l'effort d'aide et de coopération qui est l'image de marque de la politique étrangère française. Discours colonial, discours tiers-mondiste, discours humanitaire, sans oublier l'hymne à la francophonie, tous au fond ne sont que les avatars d'un rapport dominant-dominé profondément ancré dans les mentalités.
- 16 Face à ce qui s'appelle « les bouleversements en Europe de l'Est », se développe à l'Ouest un discours truffé de confuses références historiques sur le thème « eux et nous ». Eux, les sans-État tourbillonnant à tous les vents de l'histoire, nous les héritiers, résolument

tournés vers l'avenir, d'une longue et patiente construction de l'État-nation : chez eux l'histoire tourne en rond, mais nous, nous avons su donner un sens à la nôtre.

- 17 Pour ne parler que de la France, quelques souvenirs relativement récents, du Dauphiné à la Vendée, devraient nous appeler à plus de modestie. Peut-être cette volonté de marquer la différence traduit-elle une juste inquiétude : au fond, sommes-nous à l'abri des démons qui tourmentent nos proches voisins ? Mais au fait, tous ces mouvements contradictoires, toute cette effervescence à l'Est ne seraient-ils pas plutôt le signe d'un organisme bien vivant, tandis que chez nous, derrière l'idée nationale et le sens de l'État se dissimule un pays réel en état de coma, incapable d'interpeller un pouvoir qui monopolise tous les discours ?
- 18 Où est la nation, de quoi est-elle faite, qui peut parler en son nom ? Identité et légitimité, questions de vie et de mort, qui peut se vanter de les avoir résolues une fois pour toutes ? Questions avant tout intimes et quotidiennes, quel système politique, quel mode de production a pu les reléguer impunément au magasin des spéculations philosophiques ?
- 19 Derrière le discours qui ne parle que de différence, on sent un malaise : notre état démocratique est-il autre chose qu'élitiste, militaire et centralisateur ? Militaire, il se nourrit des restes de son empire colonial, et croit pouvoir encore parler sur la scène internationale au nom de son domaine réservé, domaine dévasté, africain. Centralisateur, il s'est fabriqué un corset derrière lequel étouffe le cœur du pays, cette « France profonde » symbole de tous les dangers : mal connue mais réputée xénophobe et violente, animal à peine domestiqué, qu'intellectuels, technocrates et gens de médias sont chargés de garder à distance du pouvoir.
- 20 Qu'une crise, économique, écologique, vienne mettre brutalement à jour ses rouages et ses blocages, qu'advient-il de notre belle unanimité, de cette démocratie qui repose sur le silence de sa majorité et le conformisme de ses têtes pensantes ?
- 21 « Ici l'État investit pour votre avenir. » Cette pancarte au-dessus des chantiers de travaux publics, me rappelle, dans sa bienveillante condescendance, que l'État, ce n'est pas moi, ni ma voisine de palier. La conception que l'État se fait de lui-même, de la nation et de ses différentes composantes – telles qu'il les a lui-même définies, s'inscrit partout dans l'espace, depuis l'architecture présidentielle jusqu'à l'urbanisme toujours expérimental des cités nouvelles, en passant par la France des villages cernés de pavillons Bouygues.
- 22 Quelle Europe, en effet ? Si c'est l'Europe des États, le parachèvement de la grande œuvre centralisatrice, alors l'Europe de l'Est restera à la traîne, et ce sera peut-être tant mieux pour elle. Si c'est l'Europe des idées, l'Europe de l'expression artistique, l'Europe rurale avec ses blessures et ses mystères, alors les pays de l'Est, comme ceux du Sud, ont peut-être beaucoup à nous apprendre sur nous-mêmes.

NOTES

1. Maître de conférences à l'ENS Fontenay-Saint-Cloud, actuellement mise à la disposition de l'INSEE Ile-de-France.

2. Directeur de recherches au CREDAL.

3. Chercheur associé au laboratoire STRATES.